



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 19 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CSP (Centre Spécialités Pharmaceutiques)

ZA La Barogne
BP 44
77230 Moussy-Le-Neuf

Références : E/25- 0747
Code AIOT : 0006508798

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2024 dans l'établissement CSP (Centre Spécialités Pharmaceutiques) implanté ZA La Barogne B.P. 44 77230 Moussy-le-Neuf. L'inspection a été annoncée le 19/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CSP (Centre Spécialités Pharmaceutiques)
- ZA La Barogne B.P. 44 77230 Moussy-le-Neuf
- Code AIOT : 0006508798
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société CSP prend en charge les produits de santé dès leur sortie de production et assure, pour le compte des laboratoires, leur stockage et leur distribution. La société CSP est titulaire d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter DCSE/BPE/IC n°2018/44 du 10/07/2018 portant autorisation d'exploiter l'extension de l'entrepôt existant de stockage de matières combustibles situé zone d'activités de la Barogne, 3 Avenue des 22 Arpents sur le territoire de Moussy-le-Neuf (77 230). L'établissement est soumis à autorisation au titre de la rubrique 4510 et relève du statut Seveso seuil bas pour cette même rubrique. Le site est également soumis à enregistrement au titre des rubriques 1510 et 4331.

Thèmes de l'inspection :

- Fluides frigorigènes
- Suites de la précédente inspection du 29/11/2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 8.3.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Suite de l'inspection du 04/06/2021 et 29/11/2023	Lettre de suite du 14/06/2021, Observation n°2 et lettre de suite du 26/03/2024, observation n°231129-1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 8.7.8.1.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Étude des effets thermiques (entrepôt couvert soumis à la rubrique 1510)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, articles 9.1.1, 9.1.8 .1 et 8.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Fiches d'intervention des équipements	Code de l'environnement, article R-543-82	/	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Rubrique ICPE 1185	Code de l'environnement, article R.512-47 I.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Tenue des registres d'informations	Règlement européen du 16/04/2014, article 6	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
17	Interdiction de certains types de gaz	Règlement européen du 16/04/2014, article 13.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
21	Étiquetage des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
22	Étiquetage des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	/	Demande d'action corrective	3 mois
23	Prévention des émissions de gaz à effet de serre fluorés	Règlement européen du 16/04/2014, article 3.3	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Suite de l'inspection du 04/06/2021 et du 29/11/2023	Lettre du 14/06/2021, Observation n°3 et lettre de suite du 26/03/2024, observations n°231129-2 et -3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Installation de réfrigération-	Arrêté Préfectoral du 10/07/2018,	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	compression	article 9.35		
8	Équipements sous pression et récipients à pression simples	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
10	Fiches d'intervention des équipements	Code de l'environnement, article R.543-79	/	Sans objet
13	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 (annexe)	/	Sans objet
14	Interdiction de certains fluides frigorigènes	Règlement européen du 16/09/2009, article 5.1, 11.3, 11.4	/	Sans objet
15	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	/	Sans objet
16	Déclaration des émissions- Constat de fuites	Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 9.3.5	/	Sans objet
18	Défauts d'étanchéité	Code de l'environnement, article R.543-89	/	Sans objet
19	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	/	
20	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement, article R.543-78	/	Sans objet
24	Systèmes de détection de fuites	Règlement européen du 16/04/2014, article 5	/	Sans objet
25	Définition de HFC	Règlement européen du 16/04/2014, article 2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 16/12/2024 a porté sur la thématique des installations contenant des

fluides frigorigènes et a permis de traiter les suites de la précédente inspection du 29/11/2023.

L'Inspection propose au Préfet de Seine-et-Marne de mettre en demeure l'exploitant de respecter :

- son article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de son arrêté préfectoral n°DCSE/BPE/IC n°2018/44 du 10/07/2018 en stockant uniquement les matières dangereuses (Rubriques 4XXX) dans les cellules autorisées à cet effet (en tout temps).
- son article 9.1.1 de l'arrêté du 10/07/2018, à savoir les caractéristiques de l'entrepôt avec les quantités maximales de produits stockés (tonnes) suivant les zones précisées.

L'exploitant vérifiera les données renseignées dans ses registres des équipements devant faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 4, paragraphe 1 du règlement 517/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés. Il mettra en œuvre, par ailleurs, des actions correctives pour réagir dans les meilleurs délais suite à la détection de fuites de ses équipements.

Cette inspection a conduit à relever 14 suites décrites dans les fiches de constats suivantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Infrastructures et installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 8.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 26/04/2024
Prescription contrôlée : <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.</p> <p>Les dispositifs de protection contre la foudre sont vérifiés conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Il est remédié par l'exploitant à toutes déficiences dans les plus brefs délais.</p>
Rappel du constat précédent de l'inspection 29/11/2024 : <p>Le rapport du 05/12/2022 de vérification complète concernant le système de protection foudre conclut que « L'installation de protection foudre n'est pas conforme aux normes et arrêtés foudre en vigueur. » [...]</p> <p><u>Non-conformité n°231129-1</u> : L'exploitant justifiera auprès de l'inspection que ces non-conformités sont résolues. Il adressera notamment les conclusions de la visite de décembre 2023.</p>
Constats : <p>L'exploitant a précisé à l'inspection que les points soulevés en décembre 2022 (vérification complète) ont été résolus lors de la visite visuelle de décembre 2023. Il a transmis à l'Inspection, par courriel du 05/07/2024 :</p> <ul style="list-style-type: none">• le rapport de vérification visuelle concernant le système de Protection Foudre pour l'intervention du 07-08/12/2023.;• la fiche d'intervention Vérification Protection Foudre du 07-08/12/2023;• le Dossier des Ouvrages Exécutés-DOE des travaux effectués le 07-08/12/2023;• le Certificat de fin de travaux "mise en conformité" (PV de réception) du 08/12/2023. <p>Le rapport du 07-08/12/2023 affiche de nouvelles non-conformités de l'installation avec notamment des travaux à prévoir lors de la prochaine vérification (pour 2 non-conformités sur 5 et qui concernent des disjoncteurs).</p> <p>Une vérification complète concernant le système de protection foudre a été réalisée le 08/11/2024. Ce rapport n'affiche plus les 2 non-conformités relatives aux disjoncteurs mais affiche malgré tout 8 non-conformités dont 2 sont reprises intégralement du rapport de 2023 et 1 partiellement. A noter que la vérification de 2023 était une vérification partielle (visuelle) alors que celle de 2024 était une vérification complète.</p> <p>A souligner également que les non-conformités relevées lors du précédent rapport de vérification complète pour l'intervention du 14-15/11/2022 n'apparaissent plus dans ce dernier rapport de 2024.</p>

Enfin, le dernier rapport de 2024 précise dans la partie I.3 « Description de la vérification » de la date de remise en conformité de l'installation au 08/12/2023.
La non-conformité n°231129-1 est close.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite n°20241216-1 : L'exploitant doit mettre en place, sans délai, une action corrective pour résoudre l'ensemble des non-conformités des installations de protection contre la foudre du site et procéder aux modifications nécessaires qui sont énumérées dans le rapport de vérification complète du 08/11/2024. Il joindra à l'Inspection son calendrier de remise en conformité de son installation et les justificatifs dès lors que les travaux seront effectués, au plus tard d'ici la prochaine vérification de 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Suite de l'inspection du 04/06/2021 et 29/11/2023

Référence réglementaire : Lettre de suite du 14/06/2021, Observation n°2 et lettre de suite du 26/03/2024, observation n°231129-1
Thème(s) : Autre, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 26/05/2024
Prescription contrôlée : <u>Constat de l'inspection du 04/06/2024 :</u> L'inspection prend note de l'évolution du POI. Néanmoins, certaines pages comme l'annexe « RECENSEMENT DES MOYENS - Matériels de lutte contre l'incendie » sont encore à l'état de projet dans la version transmise du POI. <u>Observation n°2 du rapport d'inspection du 04/06/2021 :</u> l'exploitant fournira à l'inspection la version définitive du POI (en versions papier et informatique) et informera l'inspection de la date retenue pour l'exercice.
Rappel du constat précédent de l'inspection 29/11/2024 : <u>Observation n°231129-1 :</u> L'exploitant s'engage à rectifier l'annuaire du POI et à transmettre à l'inspection la prochaine version (2024) du POI sous format électronique et papier.
Constats : L'exploitant a mis à jour l'annuaire du POI. Ce dernier a été transmis à l'Inspection par courriel du 05/07/2024. La dernière version du POI a été transmise à l'Inspection le 17/02/2025. Une incohérence de dates réside dans les documents transmis. L'observation n°231129-1 est close.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p><u>Suite n°20241216-2</u> : L'exploitant devra préciser la cohérence des dates suivantes dans la transmission de sa dernière version POI le 17/02/2025 :</p> <p>- date de la dernière mise à jour (dans le préambule du POI) : le 02/05/2023 ;</p> <p>- date d'application : le 01/12/2021 en en-tête du POI ;</p> <p>- date du dossier transmis à l'inspection avec comme intitulé « POI mise à jour avril 2024 ».</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 8.7.8.1.
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 26/05/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scenarii dans l'étude de dangers.</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (P.P.I.) par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.. En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel du Plan Particulier d'Intervention par le préfet. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au POI et au PPI en application de l'article 1° du décret 2005-1158 du 13 septembre 2005 et de l'article R.512-29 du Code de l'environnement.</p> <p>Le P.O.I. est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.</p> <p>L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment : - l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention, - la formation du personnel intervenant, - l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations, - la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage), - la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,

- la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Rappel du constat précédent de l'inspection 29/11/2023 :

Non-conformité n°231129-2 : L'inspection des installations classées n'a pas été informée de la date retenue des derniers exercices. De plus, l'exploitant n'a pas organisé un test annuel du dispositif et/ou des moyens d'intervention indiqué dans le POI au cours de l'année 2022.

Non-conformité n°231129-3 : l'exploitant ne dispose pas de procédure écrite pour « la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. » selon les dispositions de l'article 8.7.8.1. de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2018.

Constats :

« La recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI » selon les dispositions de l'article 8.7.8.1 est incluse dans le manuel Qualité Sécurité Environnement (QSE). L'exploitant a transmis, par courriel du 05/07/2024, son manuel QSE (version 26) du 10/06/2024 comprenant une partie « AMÉLIORATION DU SYSTÈME DE MANAGEMENT QUALITÉ, SANTÉ, SÉCURITÉ & ENVIRONNEMENT ».

La non-conformité n°231129-3 de l'inspection du 29/11/2023 est close.

L'exploitant prévoit d'informer l'Inspection pour les prochains exercices POI.

Il a présenté à l'Inspection la fiche bilan du dernier exercice du 04/08/2023 (en salle) (et non 07/07/2023 comme précisé auparavant) avec sa fiche scénario. Cette fiche bilan fait état du bénéfice apporté par les leçons tirées et, actions mis en œuvre suite au précédent exercice POI. A noter que la fiche scénario indique un « risque de propagation » entre « dépôt 4 et prépa 5 » et « dépôt 5 et prépa 5 » dû à l'absence de porte coupe-feu. Ce point n'est pas repris dans la partie « Pistes d'amélioration ».

L'article 5 de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement précise que « Pour les établissements seuil bas, [...] le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans [...] ». De plus, l'article 8.7.5 de l'arrêté préfectoral n°DCSE/BPE/IC n°2018/44 du 18/07/2018 précise que le plan de Défense Incendie est testé à des intervalles n'excédant pas 3 ans. Le POI précise en revanche que des tests annuels du dispositif et/ou des moyens d'interventions doivent être organisés.

L'Inspection rappelle que la répétitivité des exercices est un élément clé de la maîtrise du POI.

La non-conformité n°231129-2 est en partie close et est remplacée par la suite n°20241216-4 ci-dessous.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20241216-3 : L'exploitant précisera la raison pour laquelle l'absence de porte coupe feu entre « dépôt 4 et prépa 5 » et « dépôt 5 et prépa 5 » n'a pas été repris en piste d'amélioration dans la fiche bilan de l'exercice du 04/08/2023.

Suite n°20241216-4 : L'exploitant se conformera aux mesures prévues dans son POI qui précise que des tests annuels du dispositif et/ ou des moyens d'interventions doivent être organisés. Il rendra compte à l'Inspection de la bonne tenue de ce test pour l'année 2025 (Rappel : le rapport d'inspection du 29/11/2023 indiquait déjà que l'exploitant n'avait pas organisé un test annuel du dispositif et/ou des moyens d'intervention au cours de l'année 2022).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Suite de l'inspection du 04/06/2021 et 29/11/2023

Référence réglementaire : Lettre du 14/06/2021, Observation n°3 et lettre de suite du 26/03/2024, observations n°231129-2 et -3
Thème(s) : Autre, PAC modification apportée au projet d'extension durant la phase chantier
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 26/05/2024
Prescription contrôlée : Porter à connaissance de mars 2020 (« Présentation des modifications apportées à l'établissement »). <u>Réponse de l'exploitant à l'inspection du 02/10/2020</u> : L'exploitant indique que le dossier de porter à connaissance va être modifié. <ul style="list-style-type: none"> • La zone de la cellule 8 où était prévue un local de charge est pour l'instant uniquement utilisée pour le stockage des matériels de protection, barrières... et non pour du stockage de produit. • Le dossier de porter à connaissance est donc en stand-by pour le moment. <u>Observation n°3 du rapport d'inspection du 04/06/2021</u> : Quand l'affectation définitive sera statuée, l'exploitant fournira à l'inspection une nouvelle version de son dossier de porter à connaissance.
Rappel du constat précédent de l'inspection 29/11/2024 : <u>Observation n°231129-2</u> : L'exploitant précisera : <ul style="list-style-type: none"> • quelle était la puissance de charge prévue dans le local de charge en C8 • quelle est la puissance totale de charge des locaux de charge actuellement présents sur site. <u>Observation n°231129-3</u> : Le dossier de porter à connaissance doit préciser quels articles de l'arrêté préfectoral DCSE/BPE/IC n°2018/44 du 10 juillet 2018 doivent être modifiés compte tenu des modifications mises en œuvre en phase chantier. Les informations nécessaires à la mise à jour des prescriptions concernées devront également être précisées.
Constats : L'exploitant a apporté des réponses à l'Inspection. Le Porter à Connaissance fait actuellement l'objet d'une instruction par l'Inspection.

Les observations n°231129-2 et n°231129-3 de l'inspection 29/11/2024 sont closes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Étude des effets thermiques (entrepôt couvert soumis à la rubrique 1510)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII

Thème(s) : Risques accidentels, Étude des effets thermiques (entrepôt couvert soumis à la rubrique 1510)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 26/05/2024

Prescription contrôlée :

« 2. Mesures à prendre

« A. Lorsque l'étude précitée met en évidence des effets thermiques supérieurs à 8 kW/m² en limite de site, l'exploitant met en place, dans les deux ans suivant la date d'échéance de l'élaboration de l'étude et pour toute cellule dont la surface est supérieure à 3 000 m² :

« - soit un système d'extinction automatique d'incendie ;

« - soit un dispositif séparatif REI 120 conformes aux dispositions prévues par le point 6 de l'annexe II. afin de réduire la surface maximale des cellules à 3 000 m² ainsi que des dispositifs de désenfumage conformes aux dispositions prévues par le point 5 de l'annexe II. Le dépassement des murs REI 120 en toiture peut être remplacé par un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture. L'exploitant vérifie la compatibilité du dispositif mis en place avec le comportement au feu de la structure. Les justificatifs associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

« Cette disposition n'est pas applicable aux cellules frigorifiques à température négative.

« B. Lorsque, après mise en place le cas échéant des mesures indiquées au A, subsistent, en cas d'incendie, des effets thermiques de plus de 8 kW/m² en dehors des limites de propriété du site et atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente, l'exploitant en informe le préfet en précisant les mesures qu'il envisage et l'échéancier de mise en œuvre. Il prend, dans les trois années qui suivent l'échéance de remise de l'étude, les mesures permettant que les effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m² soient contenus dans les limites du site ou des zones ne faisant l'objet d'aucune occupation permanente au moyen, si nécessaire, de la diminution et réorganisation des stockages, la mise en place d'un dispositif séparatif EI120, la mise en place d'un dispositif de refroidissement ou de tout autre moyen de fiabilité et d'efficacité équivalentes pour réduire les effets thermiques.

« S'il existe, le dispositif de refroidissement, est un dispositif fixe, dont le déclenchement est asservi à la détection automatique d'incendie, et faisant l'objet de tests périodiques renouvelés au moins une fois par mois.

« Toutefois, lorsque la zone considérée est incluse dans le périmètre d'installations classées pour la protection de l'environnement et tant qu'un arrêté préfectoral permet de s'assurer de l'absence d'occupation permanente dans la zone, ces dispositions ne sont pas applicables.

« C. Lorsque, après la mise en place, le cas échéant, des mesures indiquées au A ou B, subsistent

des effets thermiques en cas d'incendie de plus de 8 kW/m ² au-delà des limites de site.
Rappel du constat précédent de l'inspection 29/11/2024 :
<u>Observation n° 231129-4</u> : L'exploitant informera l'inspection des mesures qu'il envisage pour être conforme à la prescription du point « 2. Mesures à prendre » de l'annexe VIII de l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, ainsi que l'échéancier de mise en œuvre.
Constats :
<p>L'étude flumilog (rapport v2 du 27/08/2023), visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques de 8 KW/m² en cas d'incendie, concluait que des effets sortaient du site. L'exploitant a transmis à l'Inspection le devis des travaux (du 12/03/2024) pour être conforme au point A du « 2. Mesures à prendre » de l'annexe VIII de l'arrêté du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ainsi que les fiches techniques des produits mis en œuvre (enduit ou produit à base de laine mis en œuvre par projection) et destinés à la protection contre l'incendie.</p> <p>Les travaux ont été effectués sur l'année 2024 (soit dans les deux ans suivant la date d'échéance de l'élaboration de l'étude comme prescrit dans l'annexe susvisée). L'exploitant a transmis une facture des travaux datée du 28/10/2024.</p>
L'observation n°231129-4 de l'inspection du 29/11/2023 est close.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<u>Suite n°20241216-5</u> : L'exploitant justifiera auprès de l'Inspection que la mesure prise (travaux réalisés courant 2024) supprime bien le risque, en cas d'incendie, d'effets thermiques de plus de 8 KW/m ² en dehors des limites de propriétés du site et « atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente » précisé au point B du « 2. Mesures à prendre » de l'annexe VIII de l'arrêté du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, articles 9.1.1, 9.1.8 .1 et 8.2.2
Thème(s) : Situation administrative, État des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 26/04/2024

Prescription contrôlée :

CHAPITRE 9.1 ENTREPÔT

ARTICLE 9.1.1. CARACTÉRISTIQUES

Cf. annexe à diffusion restreinte

ARTICLE 9.1.8.1. État des stocks

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité.

Cet état des stocks doit permettre de vérifier à tout instant la nature des produits et les quantités maximales autorisées. Cet état des stocks doit permettre à tout instant de vérifier rapidement le respect de la règle de cumul définie à l'article 1.2.1 du présent arrêté. Un plan général des stockages est annexé à cet état. Cet état est synthétique et rapidement exploitable pour l'intervention des services d'incendie et de Secours.

ARTICLE 8.2.2. ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX

L'exploitant tient à jour Un inventaire indiquant la nature, la quantité et la localisation (bâtiments, réservoirs, appareils, équipements, etc.) des matières dangereuses présentes, auquel est annexé un plan général des ateliers, des aires et des stockages.

À minima, cet inventaire est mis à jour quotidiennement en fin de journée pour les liquides relevant de la rubrique 4331.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues par le Code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Rappel du constat précédent de l'inspection 29/11/2024 :

L'exploitant présente différents états des stocks et les transmet par mail à l'inspection le jour de l'inspection :

- état des stocks ICPE ;
- état des stocks d'aérosols inflammables (AI) ;
- état des stocks de liquides inflammables (LI) ;
- classification-situation ICPE pour les rubriques 4XXX avec les règles de cumul et comparaison aux volumes autorisés.

L'exploitant dispose par ailleurs d'un état des stocks synthétique et quotidien « matières dangereuses » relatif aux rubriques 4XXX avec les mentions de dangers, les quantités (en tonnage et en nombre de palettes) et leur localisation. Cet état des stocks est mis à la disposition des pompiers en cas d'accident sur le site.

L'inspection constate que dans cet état des stocks, les cellules 8 et 11 n'apparaissent pas.

Observation n°231129-5 : Compte tenu de la conception de cet état des stocks qui ne vise pas l'ensemble des cellules, l'exploitant précisera comment s'effectue la mise à jour de cet état des stocks pour les cellules 8 et 11 en cas de stockage dans l'une de ces cellules, notamment pour la

cellule 8.

Dans les états des stocks « matières dangereuses », des palettes de liquides inflammables sont stockées ailleurs que dans les cellules autorisées à cet effet : 85 palettes dans le MGH1, 34 palettes dans le MGH3 par exemple. De même, des aérosols sont par exemple stockés à hauteur de 28 palettes dans le MGH4 et 18 palettes dans le MGH7 cellule 10.

Non-conformité n°231129-4 : L'exploitant ne respecte pas l'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de son arrêté préfectoral n°DCSE/BPE/IC n°2018/44 du 10/07/2018 en stockant des liquides inflammables et des aérosols dans des cellules non autorisées à cet effet.

L'article 9.1.1 indique des caractéristiques de l'entrepôt avec des quantités maximales de matières combustibles stockées (en tonne) par cellules.

Observation n°231129-6 : A ce jour, aucun état des stocks ne permet d'assurer que les quantités maximales indiquées à l'article 9.1.1 de l'arrêté du 10/07/2018 sont respectées. Il est par ailleurs indiqué un tonnage à respecter pour la cellule 11.

Constats :

La cellule 8 a été ajoutée à l'état des stocks synthétique et quotidien « matières dangereuses » relatif aux rubriques 4XXX (dit aussi État des stocks « POMPIER »). L'exploitant précise que la cellule 11 est une cellule de réception et n'a pas vocation à être ajoutée à cet état des stocks.

L'observation n°231129-5 est close.

L'exploitant ne respecte toujours pas l'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de son arrêté préfectoral n°DCSE/BPE/IC n°2018/44 du 10/07/2018 en stockant des liquides inflammables et des aérosols dans des cellules non autorisées à cet effet. L'état des stocks « Pompier » du 16/12/2024 précise le stockage de liquide inflammable à hauteur de 10 palettes (85 au 29/11/2023) dans le MGH1 et 141 palettes (34 au 29/11/2023) dans le MGH3. De même, des aérosols sont par exemple stockés à hauteur de 68 (28 au 29/11/2023) palettes dans le MGH4, 125 palettes (14 au 29/11/2023) dans le MGH1, 103 palettes (5 au 29/11/2023) dans le MGH2 et 34 palettes (18 au 29/11/2023) dans le MGH7 cellule 10. L'exploitant précise que toutes les semaines, la conformité administrative (quantitative) est étudiée et tous les 15 jours, une analyse qualitative (lieu de stockage) est réalisée et une action corrective de relocalisation des stockages dans les bonnes zones est effectuée. La correction est immédiate dès lors que des incohérences sont relevées. **La non-conformité n°231129-4 de l'inspection du 29/11/2023 est toujours d'actualité, elle est remplacée par la suite n°20241216-6 suivante. Par ailleurs, l'Inspection propose au Préfet de Seine-et-marne de mettre en demeure l'exploitant de respecter son article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de son arrêté préfectoral n°DCSE/BPE/IC n°2018/44 du 10/07/2018 en stockant uniquement les matières dangereuses relevant des rubriques 43XX dans les cellules autorisées à cet effet.**

L'exploitant transmet sa revue de conformité de sa situation administrative effectuée toutes les semaines. Celle-ci affiche « conforme ». Elle répond de façon quantitative à l'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de son arrêté préfectoral n°DCSE/BPE/IC n°2018/44 du 10/07/2018 mais pas à l'article 9.1.1 de l'arrêté du 10/07/2018.

<p>L'observation n°231129-6 de l'inspection du 29/11/2023 est toujours d'actualité, elle est remplacée par la suite n°20241216-7 suivante. Par ailleurs, l'Inspection propose au Préfet de Seine-et-marne de mettre en demeure l'exploitant de respecter son article 9.1.1 de l'arrêté du 10/07/2018 relatif aux quantités maximales de produits stockés dans les cellules « aérosols » et C7 à C9.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Suite n°20241216-6</u> : L'exploitant ne respecte pas l'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de son arrêté préfectoral DCSE/BPE/IC n°2018/44 du 10/07/2018 en stockant des liquides inflammables et des aérosols dans des cellules non autorisées à cet effet (Rappel de la non-conformité n°231129-4 de l'inspection du 29/11/2023).</p> <p><u>Suite n°20241216-7</u> : À ce jour, aucun état des stocks ne permet d'assurer que les quantités maximales indiquées à l'article 9.1.1 de l'arrêté du 10/07/2018 sont respectées. Il est par ailleurs indiqué un tonnage à respecter pour la cellule 11. (Rappel de l'observation n°231129-6 de l'inspection du 29/11/2023).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Installation de réfrigération-compression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 9.35</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Constat de fuites de fluides frigorigènes</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 26/04/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si des fuites de fluides frigorigènes sont constatées lors de ce contrôle, l'opérateur responsable du contrôle en dresse le constat par un document qu'il remet au détenteur de l'équipement, lequel prend toutes mesures pour remédier à la fuite qui a été constatée. Pour les équipements contenant plus de trois cents kilogrammes de fluides frigorigènes, l'opérateur adresse une copie de ce constat au représentant de l'État dans le département.</p>
<p>Rappel du constat précédent de l'inspection 29/11/2024 : <u>Observation n°231129-7</u> : L'exploitant est tenu d'informer l'inspection du remplacement effectif des groupes frigorifiques du site prévu en 2024.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune fuite n'a été déclarée sur l'année 2024 car les fuites de fluides frigorigènes ont été constatées sur des équipements contenant moins de 300 kg de fluides (seuils de déclaration). En réalité, l'exploitant ne possède aucun équipement contenant plus de 300 kilogrammes de fluides frigorigènes.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection, par courriel du 05/07/2024, un fichier de suivi des remplacements des groupes froids anciens.</p> <p>A noter que deux groupes froids ont été remplacés en 2024 (dépôt 5) et que 5 autres (dépôt 5)</p>

doivent être remplacés en 2025. Par ailleurs, 2 nouveaux équipements sous pression dit « rooftop » ont été reçus pour le dépôt 3 et seront remplacés au printemps prochain.

L'observation n°231129-7 de l'inspection du 29/11/2023 est close.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Équipements sous pression et récipients à pression simples

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III

Thème(s) : Risques accidentels, Liste des équipements sous pression et des récipients à pression simples

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 09/04/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Rappel du constat précédent de l'inspection 29/11/2024 :

Non-conformité n°231129-5 :

L'exploitant ne tient pas à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples (article 6.III).

Constats :

L'exploitant a transmis à l'Inspection, par courriel du 05/07/2024, un fichier des équipements sous pression. Une visite de surveillance de parc des équipements sous pression a été réalisée le 16 décembre 2024 (rapport de référence ESP/25-0070 du 09/01/2025) en complément de cette inspection sur la thématique « fluides frigorigènes » du 16 décembre 2024, objet de ce présent rapport.

La non-conformité n°231129-4 de l'inspection du 29/11/2023 est close.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Fiches d'intervention des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R-543-82

Thème(s) : Risques chroniques, Fiches d'intervention des équipements, signature et conservation

Prescription contrôlée :

L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation

des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.

Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.

[...]

Constats :

L'exploitant dispose que des équipements avec une charge en HFC (pas de HCFC).

L'exploitant dispose des fiches d'intervention pour les opérations sur les équipements chargés en fluide frigorigène fluorés quelle que soit la charge de ces équipements.

Les fiches d'intervention suivantes ont pu être consultées et sont bien renseignées de la partie [1] à [11]:

- intervention n°1723042128 du 07/08/2024 pour l'opération « démantèlement » du groupe 2/ dépôt 5 (R-404A 20 kg/ 78,44 Teq CO₂) (ancien groupe);
- intervention n°1723042518 du 07/08/2024 pour l'opération « mise en service/ contrôle d'étanchéité non périodique » du groupe 2/ dépôt 5 (R-449A 16 kg/ 22,352 Teq CO₂) (nouveau groupe) ;
- intervention n°17166379492-1/035802 du 22/05/2024 pour l'opération « contrôle d'étanchéité périodique » du groupe 4/ dépôt 5 (R-404A 20 kg/ 78,44 Teq CO₂) ;
- intervention n°1712586413/35798 du 08/04/2024 pour l'opération « contrôle d'étanchéité périodique » du Rooftop n°6/ dépôt 2 (R-410A 9kg/ 18,792 Teq CO₂) (détection fuite shrader BP);
- intervention n°1718231809 du 13/06/2024 pour l'opération « contrôle d'étanchéité non périodique » du Rooftop n°6/ dépôt 2 (R-410A 9kg/ 18,792 Teq CO₂) (suite réparation de fuite).

Lors de l'inspection, toutes les fiches d'intervention n'étaient pas signées par le détenteur (groupe froid 2/ dépôt 5). Celles-ci ont été signées lors de leur transmission, par courriel, à l'Inspection mais sans précision du nom du signataire et de la date de signature).

L'exploitant dispose des archives des fiches d'intervention à partir de l'année 2021 (et en partie certaines fiches de 2020 mais par exemple : la fiche d'intervention du contrôle d'étanchéité du Rooftop n°6/ dépôt 2 (charge 2*10 kg) du 06/11/2020 demandée par l'Inspection était manquante). Cette date de 2021 coïncide avec l'arrivée du nouveau responsable SG du site. En revanche, l'exploitant dispose de tableaux récapitulatifs de suivi de ses équipements (registre d'informations) à partir de 2015. L'exploitant continuera à conserver ses fiches d'intervention pendant au moins 5 ans pour tout équipement dont la charge en fluide frigorigène est supérieure à 3 kilogrammes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20241216-8: L'exploitant veillera à ce que pour tout équipement dont la charge en HFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, que les fiches d'intervention soient signées conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original, conformément au R-543-82 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Fiches d'intervention des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.543-79

Thème(s) : Risques chroniques, Attestation de capacité de l'opérateur

Prescription contrôlée :

Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française.

[...]

Constats :

Le groupe froid n° 2/ dépôt 5 a été remplacé en août 2024. L'inspection a pu consulter la fiche d'intervention de la mise en service (09/08/2024) et contrôle d'étanchéité (07/08/2024) du nouveau groupe. La fiche d'intervention précise l'opérateur et son numéro d'attestation de capacité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rubrique ICPE 1185

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-47 I.

Thème(s) : Risques chroniques, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)

Prescription contrôlée :

R.512-47 I. :

I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.

Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 créant la rubrique 1185 :

Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)

2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :

a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)

Constats :

La quantité cumulée de fluides en kg susceptible d'être présente dans l'installation est supérieur à 300 kg. L'exploitant est soumis à déclaration contrôlée pour la rubrique 1185-2a. D'après le tableau de suivi des équipements de l'année 2024 (registre d'informations), le site disposerait d'environ 800 kg de fluides concernées par la rubrique 1185-2a. À noter que l'exploitant est autorisé d'après son arrêté préfectoral n°DSCE/BPE/IC n°2018/44 du 10 juillet 2018 (ex-rubrique 4802) à détenir

720 kg de fluides.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Suite n°20241216-9: L'exploitant justifiera à l'Inspection, la quantité cumulée de fluides en kg susceptibles d'être présente dans l'installation (concernant la rubrique 1185-2a).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Tenue des registres d'informations

Référence réglementaire : Règlement européen n°517/2014 du 16/04/2014, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des fuites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 4, paragraphe 1, établissent et tiennent à jour, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes :</p> <p>a) la quantité et le type de gaz à effet de serre fluorés installés ;</p> <p>b) les quantités de gaz à effet de serre fluorés ajoutées pendant l'installation, la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite ;</p> <p>c) la quantité de gaz à effet de serre fluorés installés qui a été éventuellement recyclée ou régénérée, y compris le nom et l'adresse de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ;</p> <p>d) la quantité de gaz à effet de serre fluorés récupérée ;</p> <p>e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la réparation ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat ;</p> <p>f) les dates et les résultats des contrôles effectués au titre de l'article 4, paragraphes 1 à 3 ;</p> <p>g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz à effet de serre fluorés.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant établit, pour chaque année, un registre d'informations pour les équipements faisant l'objet d'un contrôle d'étanchéité. Ce registre prévoit notamment pour chaque équipement concerné les éléments demandés au point 1 de l'article 6 du règlement 517/2014. L'exploitant a transmis par courriel le jour de l'Inspection, les registres d'informations des 3 dernières années : 2022 à 2024.</p> <p>L'Inspection relève, post-inspection, des incohérences entre les données des fiches d'intervention reçues et le registre. En exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> dans le registre de 2024, pour le groupe ROLESCO n°2/ dépôt 5 (ancien groupe) : la date du certificat d'étanchéité n°1 apparaît au 21/05/2024 sans aucune autre précision comme son démantèlement et sur la quantité de fluide manipulée. La fiche d'intervention précise un démantèlement au 07/08/2024 avec une quantité de fluide destiné au traitement de 20,3 kg. dans le registre de 2024, l'Inspection ne retrouve pas le nouveau groupe n°2/ dépôt 5 de marque Profroid de charge 16 kg et les éléments sur sa mise en service. dans le registre de 2024, pour le rooftop n°6/ dépôt 2 : la date de certificat de contrôle

d'étanchéité est notée au 08/04/2024 et il est précisé une quantité de fluide neuf ajouté de 9 kg, sans précision du type d'intervention dans la colonne « intervention n°1 ». Les fiches d'intervention sur le rooftop n°6/ dépôt 2 indiquent : un contrôle d'étanchéité périodique au 08/04/2024 avec une détection de fuite non réparée donc avec 0 kg de fluide manipulée ce jour là. La seconde fiche de cet équipement indique un contrôle d'étanchéité non périodique au 13/06/2024 avec une quantité de fluide recyclé de 8,1 kg et une quantité de fluide vierge de 1 kg (apport).

A noter que l'Inspection retrouve bien une cohérence entre le registre et la fiche d'intervention du groupe 4/ dépôt 5 pour son opération de contrôle d'étanchéité périodique du 22/05/2024.

Enfin, l'Inspection relève des incohérences entre les étiquettes des équipements sur le terrain et les données du registre. En exemple :

- le type de fluide pour les groupes froids Profroid n°1 à 3 localisés en extérieur derrière le bâtiment 5 TER est du R407F (donnée sur les étiquettes sur les équipements). Le registre de 2024 indique du R4047F.
- la charge de fluide est incohérente dans le registre pour ces groupes froids ci-dessus : elle est de 160 kg pour le groupe n°1 (et non pas 148 kg), 174 kg pour le groupe n°2 (et non pas 160 kg) et de 148 kg pour le groupe n°3 (et non pas 174 kg).

Les registres prévoient les éléments demandés au point 1 de l'article 6 du règlement 517/2014 mais le registre de l'année 2024 est mal renseigné et incomplet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20241216-10 : L'exploitant vérifiera les données renseignées dans ses registres des équipements devant faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 4, paragraphe 1 du règlement 517/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés. Il transmettra une nouvelle version du registre de l'année 2024. Il mettra en œuvre une action pour s'assurer de la bonne complétude de ses registres en cours et à venir.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Identification et connaissance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 (annexe)

Thème(s) : Risques chroniques, Étiquetage des équipements concernés

Prescription contrôlée :

Annexe 1

Point 3.2 : Étiquetage des équipements contenant des fluides

Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.

Constats :

Les équipements comportent une étiquette informant la nature et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Interdiction de certains fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Règlement européen n°1005/2009 du 16/09/2009, articles 5.1, 11.3, 11.4
Thème(s) : Risques chroniques, Interdiction d'utilisation des HCFC
Prescription contrôlée : Article 5.1 : Mise sur le marché et utilisation de substances réglementées La mise sur le marché et l'utilisation de substances réglementées est interdite. Article 11.3 : Par dérogation à l'article 5, jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures régénérés peuvent être mis sur le marché et utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition que le récipient les contenant soit muni d'une étiquette précisant que la substance a été régénérée et contenant des informations sur le numéro de lot et sur le nom et l'adresse de l'installation de régénération. Article 11.4 : Jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures recyclés peuvent être utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition d'avoir été récupérés dans de tels équipements. Ils peuvent uniquement être utilisés par l'entreprise qui a effectué la récupération dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou pour laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.
Constats : L'exploitant n'utilise pas de fluides de type HCFC dans ses équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Déclaration des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration de rejets
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.
Constats : L'exploitant a déclaré les émissions accidentelles (fuites de fluide frigorigène) sur les dernières années. L'inspection précise que des erreurs ont été relevées lors de ces déclarations (campagne 2023 et 2022) : les déclarations portent sur des HCFC alors que les fluides sont des HFC. De plus, il a été renseigné parfois la charge totale des équipements au lieu de la quantité de fluide rejeté accidentellement. L'exploitant prend note des erreurs afin que les prochaines déclarations éventuelles soient bien renseignées. À noter qu'en 2022 les émissions accidentelles étaient de l'ordre de 118 kg contre 71,06 kg en 2023. L'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets indique en annexe II un seuil de déclaration de 100 kg/ an pour le polluant HFC.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 16 : Déclaration des émissions- Constat de fuites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 9.3.5
--

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des fiches d'intervention au Préfet
--

Prescription contrôlée :

Si des fuites de fluides frigorigènes sont constatées lors de ce contrôle, l'opérateur responsable du contrôle en dresse le constat par un document qu'il remet au détenteur de l'équipement, lequel prend toutes mesures pour remédier à la fuite qui a été constatée. Pour les équipements contenant plus de trois cents kilogrammes de fluides frigorigènes, l'opérateur adresse une copie de ce constat au représentant de l'État dans le département.
--

Constats :

L'exploitant précise qu'aucun équipement du site ne contient plus de 300 kg de fluide. Le registre des équipements indique une charge de 178 kg au maximum.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 17 : Interdiction de certains types de gaz

Référence réglementaire : Règlement européen n°517/2014 du 16/04/2014, article 13.3
--

Thème(s) : Risques chroniques, Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé
--

Prescription contrôlée :

3. A partir du 1er janvier 2020, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 pour l'entretien ou la maintenance des équipements de réfrigération, ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO2 ou plus, est interdite.
--

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à - 50 °C.

Jusqu'au 1er janvier 2030, l'interdiction visée au premier alinéa ne s'applique pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :
--

a) les gaz à effet de serre fluorés régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 6 ;

b) les gaz à effet de serre fluorés recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne peuvent être utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.

Constats :

Concernant l'équipement Rooftop n°6 du dépôt 2, le type de fluide utilisé est du R410A de PRP

<p>(Potentiel de Réchauffement Planétaire) de 2087,5 selon le registre de l'exploitant. Pour cet équipement, le contrôle d'étanchéité au 08/04/2024 a détecté une fuite. Cette fuite a été réparée le 12/06/2024 (bon d'intervention). L'opérateur a indiqué avoir apporté 1 kg de fluide et recyclé (récupéré dans une bouteille de transfert et réintroduit) 8,1 kg de fluide dans l'équipement. L'exploitant dispose d'équipements contenant des fluides avec un PRP supérieur à 2500. Il s'agit par exemple du groupe froid n°1 de marque ROLESCO du dépôt n°5 (charge totale de 20kg) contenant le fluide R404A de PRP égal à 3922 (soit une charge >40 tonnes équivalent CO₂) . Pour ce dernier, le registre indique un contrôle d'étanchéité au 21/05/2024 avec une détection de fuite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>
<p>Suite n°20241216-11 : L'exploitant transmettra la fiche d'intervention du 21/05/2024 du groupe froid n°1 de marque ROLESCO du dépôt n°5. Il transmettra par ailleurs le bon d'intervention de la réparation de la fuite détectée lors de ce contrôle du 21/05/2024 ainsi que le nouveau contrôle d'étanchéité réalisé à l'issue de cette réparation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 18 : Défauts d'étanchéité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.543-89</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Interdiction de recharge d'un équipement fuyard</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'équipement Rooftop n°6 du dépôt 2 a une fréquence de contrôle de l'étanchéité de 12 mois. Depuis 2021, seule une fuite a été constatée en 2024 sur cet équipement. L'équipement ne fait pas l'objet de recharges récurrentes. La recharge en fluide a été effectuée après l'opération de réparation (rapport d'intervention du 12/06/2024 pour un nouveau contrôle d'étanchéité le 13/06/2024).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Contrôle périodique des équipements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des fuites</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide ; de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.</p>
<p>Constats :</p> <p>La période maximale entre deux contrôles en fonction de la catégorie de fluide ; de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite est, dans l'ensemble, respectée. Une incohérence est cependant constatée et relevée au constat n°21 « Étiquetage des</p>

équipements ». L'exploitant apportera une réponse à la suite n°20241216-13 du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Attestations des opérateurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.543-78
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des fuites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français.</p> <p>L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.</p> <p>Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.</p> <p>Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait intervenir un opérateur disposant d'une attestation de capacité vérifiable sur le site SYDEREP (Système déclaratif des filières à Responsabilité Élargie des Producteurs- REP) de l'ADEME.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 21 : Étiquetage des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle d'étanchéité sans fuites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p>

<p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le terrain, l'Inspection a pu vérifier des vignettes bleues d'étanchéité. L'Inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aucune vignette bleue sur l'équipement rooftop n°6 du dépôt n°2 dont le contrôle d'étanchéité a été réalisé le 13/06/2024 ; - l'équipement rooftop n°5 du dépôt 2 possède une étiquette bleue mais sans inscription ; - les groupes froids PROFROID n°1, n°2 et n°3 en extérieur derrière le bâtiment 5 ter disposent de leur vignette bleue. Les groupes froids n°1 et n°3 sont reconnus étanches jusqu'à juillet 2025 alors que le registre de l'exploitant indique que le dernier contrôle d'étanchéité date du 06/06/2024 avec une périodicité de contrôle de 6 mois (qui est correcte). Pour le groupe n°2, la vignette bleue indique que le groupe est reconnu étanche jusqu'à novembre 2024. Ce groupe n'est donc plus reconnu étanche au jour de l'inspection et ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène. L'exploitant précise qu'un contrôle est en cours sur ces groupes.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite n°20241216-12 : Contrairement à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29/02/2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés, tous les équipements ne comportent pas leur marque de contrôle d'étanchéité (vignette absente ou inscription manquante voire erronée). L'exploitant justifiera par ailleurs de la validité des marques de contrôle d'étanchéité sur les groupes PROFROID n°1 à 3 en extérieur derrière le bâtiment 5 ter et adressera les dernières fiches d'intervention sur ces groupes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 22 : Étiquetage des équipements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle d'étanchéité avec détection de fuites</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.</p> <p>La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été</p>

constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.
La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.
Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.
Constats : L'équipement Rooftop n°6 du dépôt 2 a eu un contrôle d'étanchéité non satisfaisant lors de l'intervention du 08/04/2024 pour cause de « fuite shrader BP ». L'exploitant précise qu'il s'agissait d'une micro fuite et que, dans ce cas, les équipements ne sont pas mis à l'arrêt. L'opérateur adresse alors un devis à l'exploitant pour la réparation ultérieurement (si les pièces ne sont pas disponibles le jour du constat de la fuite). Pour cet équipement, l'exploitant a reçu le devis de son prestataire le 29/04/2024 soit 21 jours après le constat de fuite. Le nouveau contrôle d'étanchéité du 13/06/2024 indique une manipulation effectuée sur le circuit n°2 (retrait du fluide pour réutilisation puis ajout de ce fluide recyclé et ajout de fluide vierge pour compléter). Aucune manipulation de fluide n'a été effectuée le 08/04/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite n°20241216-13 : Contrairement à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 29/02/2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés, l'exploitant n'a pas réparé la fuite de l'équipement Rooftop n°6 du dépôt 2 dans un délai maximal de 4 jours ou n'a pas mis l'équipement ou circuit fuyard à l'arrêt et ne l'a pas vidangé dans un délai maximal de 4 jours. L'exploitant mettra en œuvre une action corrective pour respecter cette disposition en cas de détections de fuites lors des futurs contrôles d'étanchéité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 23 : Prévention des émissions de gaz à effet de serre fluorés

Référence réglementaire : Règlement européen n°517/2014 du 16/04/2014, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Actions correctives suite détection de fuites
Prescription contrôlée : Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluoré est détectée, les exploitants veillent à ce que l'équipement soit réparé dans les meilleurs délais. Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 4, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée dans le mois qui suit la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci.
Constats : Pour le rooftop n°6 du dépôt 2, une fuite a été détectée le 08/04/2024. L'opérateur a adressé un devis de réparation le 29/04/2024. L'exploitant a fait un bon pour accord le 02/05/2024. Les travaux de réparation ont été réalisés le 12/06/2024 et le nouveau contrôle d'étanchéité a été

effectué le 13/06/2024. La réparation a donc été effectuée après plus de 2 mois du constat de la fuite. Le contrôle d'étanchéité a en revanche été effectué immédiatement après la réparation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Suite n°20241216-14 : Contrairement à l'article 3.3 du règlement n° 517/2014 du parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, l'équipement rooftop n°6 du dépôt 2 n'a pas été réparé dans les meilleurs délais malgré l'envoi rapide du bon pour accord après réception du devis du prestataire. L'exploitant mettra en œuvre une action corrective pour respecter cette disposition pour les prochaines détections de fuites.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 24 : Systèmes de détection de fuites

Référence réglementaire : Règlement européen n°517/2014 du 16/04/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des fuites
Prescription contrôlée : <ol style="list-style-type: none"> 1. Les exploitants des équipements énumérés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO₂ veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection de fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien. 2. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, points f) et g), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO₂ et qui ont été installés à partir du 1er janvier 2017, veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien. 3. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d) et g), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement. 4. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, point f), qui sont soumis au paragraphe 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les six ans pour s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : <p>L'exploitant n'a pas d'équipements contenant au moins 500 tonnes équivalent CO₂ de fluide frigorigène. Aucun équipement sur site n'a de système permanent de détection de fuites.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Définition de HFC

Référence réglementaire : Règlement européen n°517/2014 du 16/04/2014, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mélange HFC/HFO
Prescription contrôlée : <p>Aux fins du présent règlement, on entend par:</p> <p>2) « hydrofluorocarbones » ou « HFC », les substances énumérées dans la section 1 de l'annexe I ou des mélanges contenant l'une de ces substances;</p>

Constats :

Le site dispose de fluide R452A. Ce dernier est bien traité comme un HFC.

Type de suites proposées : Sans suite